

Juillet 2018



Dossier de Transmission des Informations au Maire



Commune de
Auzits



SOMMAIRE

I– L'information sur les risques majeurs

- I.1– Qu'est-ce qu'un risque ?
- I.2– L'information aux populations

II– L'indemnisation en cas de catastrophe

III– Les risques impactant la commune : fiche synthétique

- III.1– Le risque sismique
- III.2– Le risque transport de matières dangereuses
- III.3– Le risque minier
- III.4– Le risque radon

IV– Modèle d'affiche communale

Avertissements

Les documents cartographiques de ce dossier n'ont pas de valeur réglementaire, ni pour l'occupation des sols, ni en matière de contrat d'assurance.

Les éléments fournis ne sont que la retranscription d'études et d'informations connues à la date d'élaboration du DDRM, pour lesquels aucun travail d'interprétation n'a été effectué.

Chacun des risques dénombrés dans ce recueil ne revêt pas le même caractère de gravité car il dépend de différents paramètres liés aux particularités du risque (lieu, temps, ampleur, fréquence).

L'absence de représentation graphique sur certaines surfaces communales n'exclue pas la présence d'un risque.

Le dossier TIM n'est donc pas opposable aux tiers et ne peut se substituer aux règlements en vigueur (notamment en matière d'urbanisme).

Il convient de garder à l'esprit que d'autres aléas, non décrits dans le présent document, peuvent perturber gravement la vie sociale et économique du département, comme la tempête, les chutes abondantes de neige, le verglas, les vagues de froid ou de fortes chaleurs.

I-L'information sur les risques majeurs

I-1. Qu'est-ce qu'un risque?

De manière générale, le risque naît de la conjonction spatiale et temporelle d'un aléa non ou mal maîtrisé et d'enjeux, affectés d'une certaine vulnérabilité. Le risque est donc le résultat du croisement entre :

- un phénomène (aléa), naturel ou anthropique (issu de l'activité humaine), potentiellement dommageable, caractérisé par une probabilité d'occurrence (possibilité d'intervenir en un lieu et un temps donné), une intensité (les dommages constatés), une extension (spatiale), une durée d'action et des effets directs et induits (effets domino).
- des enjeux (personnes, biens et activités économiques) exposés à l'aléa, sur un territoire donné, qui vont subir des dégâts plus ou moins importants en fonction de leur vulnérabilité.

$$R \text{ (Risque)} = A \text{ (Aléa)} \times E \text{ (Enjeux)}$$



On distingue le risque quotidien du risque majeur en fonction des probabilités de l'occurrence et de la gravité du phénomène. Le risque majeur est caractérisé par :

- une occurrence faible ou très faible : la probabilité que le phénomène (l'aléa) survienne est très faible.
- une gravité importante : les victimes et les dégâts matériels, environnementaux et économiques sont très importants.

Les populations et les infrastructures sont soumises à plusieurs types de risques. Ils sont regroupés en quatre grandes catégories :

- les risques naturels : avalanche, cyclone, feu de forêt, inondation, mouvement de terrain, séisme, tempête, tornade et éruption volcanique
- les risques technologiques d'origine anthropique : industriel, nucléaire, rupture de barrage, transport de matière dangereuse
- les risques particuliers : canicule, conflit armé et engins résiduels de guerre, grand froid, amiante, radon, minier
- les risques domestiques : accident domestique, accident de la route, etc.

Seules les trois premières catégories font partie de ce qu'on appelle les risques majeurs.

I-2. L'information aux populations

L'information préventive est un droit issu de l'article L 125-2 du code de l'environnement qui pose le principe fondamental de l'information publique sur les risques majeurs et instaure la notion d'information préventive.

AU NIVEAU DÉPARTEMENTAL, l'information est diffusée par deux documents principaux :

- le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) : Il est établi par le préfet et regroupe l'ensemble des risques majeurs auxquels est soumis le département. Il détaille le phénomène en lui-même, ses conséquences potentielles sur les personnes et les biens ainsi que les mesures de prévention et de sauvegarde prévues pour limiter l'impact de l'évènement. Consultable sur l'internet des services de l'État. Il doit être mis à jour tous les cinq ans et constitue la base pour l'élaboration du DICRIM (Dossier d'Information Communale sur les Risques Majeurs).
- l'Information Acqureur Locataire (IAL) : obligatoire depuis le 1er juin 2006 pour toute personne, vendeur ou bailleur lorsque la commune est concernée par un Plan de Prévention des Risques (PPR), un Plan Particulier d'Intervention (PPI) ou une zone à risque sismique.

AU NIVEAU LOCAL, le Document d'Information Communale sur les Risques Majeurs, DICRIM, est établi par le maire sur la base des informations présentes dans le DDRM et fournies par le dossier de Transmission d'Information au Maire (TIM). Il apporte des précisions sur les risques affectant la commune, présente l'ensemble des informations, des mesures de protection à mettre en place et les consignes de sécurité à respecter en cas d'incident.

À la suite de l'élaboration du DICRIM, le maire doit établir un plan d'affichage des consignes de sécurité pour tous les locaux regroupant plus de 50 personnes ou les habitations de plus de 15 logements.

Par ailleurs, depuis les articles R 125-15 et R125-22 du code de l'environnement, relatif aux prescriptions permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible, il est prescrit l'obligation de tenir à la disposition du public un cahier de prescriptions de sécurité. Il est destiné à être une source d'information pour le gestionnaire mais aussi un véritable guide à suivre en cas d'alerte, d'évacuation ou de confinement. Il porte à la fois sur :

- l'information : remise à chaque occupant, dès son arrivée, d'un document relatif aux consignes de sécurité et aux mesures de sauvegarde ainsi qu'un affichage de ces informations sur un modèle d'affichage homologué
- l'alerte : les modalités de déclenchement, les mesures à mettre en œuvre, l'installation des dispositifs d'avertissement des usagers, etc.
- l'évacuation : les conditions de mise en œuvre, les cheminements balisés, la désignation des lieux de regroupement et de refuge, etc.

Une information spécifique aux risques technologiques est également à la disposition des citoyens. Au titre de l'article 13 de la directive « Seveso 2 », les industriels ont obligation de réaliser pour les sites industriels à « haut risque » classés « Seveso avec servitude », une action d'information des populations riveraines.

Coordonnée par les services de l'État, cette campagne est entièrement financée par le générateur de risque et renouvelée tous les cinq ans.

En complément de ces démarches réglementaires, les citoyens sont eux mêmes acteurs de leur protection et doivent également entreprendre une véritable démarche personnelle visant à s'informer sur les risques qui les menacent individuellement et sur les mesures à adopter. Ainsi chacun doit engager une réflexion autonome, afin d'évaluer sa propre vulnérabilité, celle de son environnement (habitat, milieu, etc.) et de mettre en place les dispositions nécessaires pour la minimiser.

Par ailleurs, l'information préventive contribue à construire une mémoire collective et à assurer le maintien des dispositifs collectifs d'aide et de préparation. Elle concerne **trois niveaux de responsabilité** :

- Le préfet, qui se doit de réaliser et tenir à jour le Dossier Départemental des Risques Majeurs (**DDRM**) listant les communes à risques, et de le diffuser aux maires.
- Le maire, qui se doit, au vu de cette information notifiée par arrêté, de mettre en place un affichage sur site des risques et des principales consignes à suivre en cas d'évènement, de réaliser et tenir à jour un Document d'Information Communale sur les Risques Majeurs (**DICRIM**), et de le diffuser à la population.
- Le propriétaire en tant que gestionnaire, vendeur ou bailleur d'un bien bâti ou non, situé dans une zone à risque des communes dont le préfet arrête la liste, se doit, lors de toute transaction immobilière, d'annexer au contrat de vente et de location un « état des risques » et une liste des sinistres subis ayant fait l'objet d'une indemnisation au titre des effets d'une catastrophe naturelle (Information Acquéreur Locataire – **IAL**).



II–L’indemnisation des populations en cas de catastrophes

La loi n°82–600 du 13 juillet 1982 modifiée, relative à l’indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (article L.125–1 du Code de l’assurance) a fixé pour objectif d’indemniser les victimes de catastrophes naturelles en se fondant sur le principe de mutualisation entre tous les assurés et la mise en place d’une garantie de l’État.

La reconnaissance de l’état de catastrophe naturelle fait l’objet d’une publication au Journal Officiel par l’intermédiaire d’un arrêté interministériel. Cette parution est notifiée par la préfecture aux maires concernés, qui relayent ensuite l’information à leurs administrés. Ces derniers disposent ensuite de 10 jours pour transmettre à leur assureur l’estimation des dégâts et des pertes qu’ils ont subies.

Les événements pris en compte dans la reconnaissance d’état de catastrophe naturelle sont les inondations et les coulées de boue, les mouvements de terrain (effondrements, éboulements de blocs et pierres, glissements et coulées associées), les problèmes liés à la réhydratation des sols et les séismes. En revanche, les dommages occasionnés par le vent, la grêle, la foudre, l’infiltration des eaux sous les toitures ou les feux de forêt ne sont pas pris en compte dans cette procédure. Ils sont indemnisables par les assurances et figurent dans les contrats, au titre de la garantie de base.

La couverture d’un sinistré au titre de la garantie «catastrophe naturelle» est soumise aux conditions suivantes :

- L’agent naturel doit être la cause déterminante du sinistre.
- L’intensité du phénomène présente un caractère «anormal» et doit être constitutif d’un risque non assurable.
- La victime doit avoir souscrit à un contrat d’assurance garantissant les dommages d’incendie ou dommages aux biens. Ces garanties sont étendues aux pertes d’exploitation, si elles sont couvertes par le contrat de l’assuré.
- L’état de catastrophe naturelle est reconnu par un arrêté interministériel, dit «arrêté Cat–Nat», déterminant les zones et les périodes où ont eu lieu la catastrophe, ainsi que la nature des dommages.



III-Fiche Synthétique de la commune de

Auzits

Le territoire de la commune est exposé aux risques suivants :	Oui	Non
Les risques naturels :		
• risque d'inondation :.....	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
• risque de mouvements de terrain :	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
• risque sismique :	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• risque de feu de forêt :.....	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Les risques technologiques :		
• risque industriel :.....	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
• risque de rupture de grand barrage :.....	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
• risque de transport de matières dangereuses :.....	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les risques particuliers :		
• risque minier :.....	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• risque de radon :.....	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

III.1–Le risque sismique

1. L'aléa sismique

1.1. Définition

Le séisme, ou tremblement de terre, correspond à une fracturation des roches en profondeur, le long d'une faille. Cette rupture s'accompagne de la libération soudaine et brutale d'une grande quantité d'énergie dont une partie se propage sous forme d'ondes sismiques provoquant la vibration du sol.

Le séisme est caractérisé par :

- son foyer : la région de la faille où se produit la rupture et d'où partent les ondes sismiques. Les secousses du sol sont d'autant plus importantes que la profondeur du foyer est faible.
- son épicentre : le point à la surface de la terre situé à la verticale du foyer et où l'intensité est maximale.
- sa magnitude : elle traduit l'énergie libérée par le séisme. Elle est généralement mesurée par l'échelle ouverte de Richter.
- son intensité : elle est évaluée selon la manière dont le séisme se traduit à la surface (le ressenti des personnes et les dégâts observés). On utilise habituellement l'échelle MSK pour quantifier l'intensité.

Il existe plusieurs types de séismes :

- les séismes inter-plaques : localisés en limite de plaque, les séismes s'y déclenchent du fait des contraintes très fortes dues à la dérive des continents. Séismes et volcanisme sont souvent associés sur ces limites de plaques.
- Les séismes intra-plaque : à l'intérieur même des plaques, la tectonique peut engendrer des séismes, généralement moins violents que ceux inter-plaque. Ce sont ces séismes que l'on observe en France métropolitaine.
- Les séismes liés à l'activité volcanique : les éruptions et autres phénomènes volcaniques sont aussi bien générateurs de séisme que conséquence d'un séisme.
- Les séismes liés à l'activité humaine : certaines activités humaines peuvent occasionner des séismes généralement modérés (mise en eau d'un barrage, exploitation minière, etc.)

1.2. Les conséquences sur les biens et les personnes

Les séismes sont des phénomènes naturels pouvant être destructeurs. Les victimes humaines directes sont pour la plupart concernées par l'effondrement des bâtiments, les mouvements de terrains associés ou les tsunamis. Mais les grands séismes destructeurs engendrent aussi de

nombreuses victimes indirectes du fait des ruptures de canalisations et des violents incendies qui peuvent s'en suivre.

2. Situation de la commune

2.1. Situation sismique:

La France métropolitaine est peu impactée par le risque sismique et l'Aveyron est soumis aux deux niveaux de risque les plus faibles : très faible et faible.

Le risque est considéré comme majeur à partir du niveau faible.

La commune d'Auzits est située dans la zone faible du zonage sismique national français.

2.2. L'état des catastrophes naturelles de la commune

La commune n'a subi aucun tremblement de terre.

3. Les actions de prévention

3.1. Connaissance du risque

La prévention passe tout d'abord par la connaissance du risque. Elle s'appuie sur les études géologiques et techniques, le repérage des zones sensibles aux séismes, ainsi que sur l'historique des séismes connus.

3.2. Les mesures de protection et de sauvegarde

Contrairement aux autres risques naturels contre lesquels il existe diverses mesures de protections actives et passives, l'unique moyen de protéger la population des séismes consiste à augmenter la résistance des constructions aux secousses du sol et de former les populations à réagir de la bonne manière en cas de tremblement de terre.

4. Les consignes de sécurité

1. Se mettre à l'abri,
2. Ecouter la radio :
3. Respecter les consignes

En plus des consignes générales, valables pour tous les risques, les consignes spécifiques pour les séismes sont les suivantes :

AVANT

- Diagnostiquer la résistance aux séismes de votre bâtiment et le renforcer si nécessaire ;

- Repérer les points de coupure du gaz, eau, électricité.
- Fixer les appareils et les meubles lourds.
- Préparer un plan de groupement familial.

PENDANT

- Rester où l'on est :
 - à l'intérieur : se mettre près d'un gros mur ou sous des meubles solides ; s'éloigner des fenêtres
 - à l'extérieur : ne pas rester sous des fils électriques ou sous ce qui peut s'effondrer (cheminées, ponts, corniches, toitures, arbres...);
 - en voiture : s'arrêter et ne pas descendre avant la fin des secousses.
- Se protéger la tête avec les bras.
- Ne pas allumer de flamme.

APRÈS

Après la première secousse, se méfier des répliques : il peut y avoir d'autres secousses importantes.

- Ne pas prendre les ascenseurs pour quitter un immeuble.
- Vérifier l'eau, l'électricité, le gaz : en cas de fuite de gaz ouvrir les fenêtres et les portes, se sauver et prévenir les autorités.
- S'éloigner des zones côtières, même longtemps après la fin des secousses, en raison d'éventuels tsunamis.
- Si l'on est bloqué sous des décombres, garder son calme et signaler sa présence en frappant sur l'objet le plus approprié (table, poutre, canalisation ...)

III.2–Le risque transport de matières dangereuses

1. L'aléa transport de matières dangereuses

1.1. Définition

Le risque Transport de Matières Dangereuses (TMD) fait suite à un accident survenant lors de l'acheminement de marchandises à risques par voie terrestre, ferroviaire, fluviale ou par canalisation. Un accident impliquant une ou des matières dangereuses peut entraîner, de manière isolée ou combinée, avec des effets domino, trois grands types de phénomènes :

- l'explosion : elle peut être provoquée par un choc avec production d'étincelles, par échauffement d'une cuve de produit volatile ou comprimé, par mélange de plusieurs produits par allumage inopiné d'artifices ou de munitions.
- l'incendie : il peut être provoqué par un échauffement anormal d'un organe du véhicule, un choc contre un obstacle, l'inflammation accidentelle d'une fuite, une explosion au voisinage immédiat du véhicule, voire un sabotage.
- Le dégagement d'un produit toxique : il peut provenir d'une fuite de produit toxique, ou résulter d'une combustion (même d'un produit non toxique).

1.2. Les conséquences sur les biens et les personnes

D'une façon générale, les conséquences d'un accident impliquant des matières dangereuses sont généralement limitées dans l'espace, du fait des faibles quantités transportées. Cependant, plusieurs enjeux sont concernés :

- humain : les personnes peuvent être directement ou indirectement exposées aux conséquences de l'accident (brûlure, blessures, décès, etc.)
- économique : les conséquences de l'accident de TMD peuvent mettre à mal l'économie d'une zone en endommageant les réseaux (transport et communication) et les infrastructures existantes.
- environnementaux : un accident de TMD peut avoir de graves répercussions sur l'environnement proche de l'évènement avec une destruction plus ou moins importante de la faune, de la flore sur le lieu de l'accident et aux abords, ainsi qu'une pollution des sols ou de l'eau, et par voie de conséquence sur l'Homme (« effet différé »).

2. Situation de la commune

Le risque de TMD est difficilement localisable en raison de la mobilité et du caractère imprévisible de l'occurrence du phénomène.

L'Aveyron possède plusieurs types de transport de matières dangereuses : par la route, par les rails et par canalisation

La commune d'Auzits est soumise aux risques de Transport de Marchandises Dangereuses et en particulier par le transport routier et ferroviaire.

3. Les actions de prévention

3.1. Connaissance du risque

La prévention passe tout d'abord par la connaissance du risque et l'identification des matières dangereuses. Ces dernières, qu'elles soient dans un camion, un train ou un bateau, sont précisément identifiées et une signalétique spécifique est appliquée permettant aux pompiers de prendre les dispositions adéquates en cas d'accident. Elle est caractérisée par

- une plaque orange réfléchissante de forme rectangulaire sur laquelle est apposé le code matière et le code de danger ;
- une plaque-étiquette de danger en forme de losange représentant le pictogramme du danger principal de la matière transportée

3.2. Les mesures de protection et de sauvegarde

Plusieurs législations couvrent le transport de matières dangereuses. Elles comportent des dispositions sur les matériels, la formation du personnel, la signalisation, la documentation à bord et les règles de circulation.

En ce qui concerne l'organisation des secours, le préfet peut élaborer un volet spécifique du plan ORSEC consacré aux TMD.

4. Les consignes de sécurité

AVANT

- Savoir identifier un convoi de marchandises dangereuses : les panneaux et les pictogrammes apposés sur les unités de transport permettent d'identifier le ou les risques générés par la ou les marchandises transportées

PENDANT

Si l'on est témoin d'un accident TMD

- Protéger : S'éloigner de la zone de l'accident et faire éloigner les personnes à proximité. Ne pas tenter d'intervenir soit même.
- Donner l'alerte aux sapeurs-pompiers (18 ou 112), à la police ou la gendarmerie (17 ou 112)

et, s'il s'agit d'une canalisation de transport, à l'exploitant dont le numéro d'appel (24h/24) figure sur les balises.

Dans le message d'alerte, préciser si possible :

- le lieu exact (commune, nom de la voie, point kilométrique, etc.) ;
- le moyen de transport (poids-lourd, canalisation, train, etc.) ;
- la présence ou non de victimes ;
- la nature du sinistre : feu, explosion, fuite, déversement, écoulement, etc ;
- le cas échéant, le numéro du produit, le code danger et les étiquettes visibles.

En cas de fuite de produit :

- Ne pas toucher ou entrer en contact avec le produit (en cas de contact : se laver et si possible se changer);
- quitter la zone de l'accident : s'éloigner si possible perpendiculairement à la direction du vent pour éviter un possible nuage toxique
- rejoindre le bâtiment le plus proche et se confiner,

APRÈS

- Si vous vous êtes mis à l'abri, aérer le local à la fin de l'alerte diffusée par la radio.



III.3–Le risque minier

1. L'aléa minier

1.1. Définition

Le risque minier est principalement lié à l'évolution des cavités souterraines laissées à l'abandon et sans entretien après l'exploitation des mines. Ces cavités peuvent induire des désordres en surface pouvant entraîner des conséquences graves sur les personnes et les biens.

Le risque minier peut prendre plusieurs formes : tassements et affaissement de terrain, effondrement localisé avec apparition de cratère en surface (fontis), effondrement de tête de puits, glissements et mouvements de pente, écroulements de rochers, etc.

L'exploitation minière peut aussi entraîner des phénomènes hydrauliques liés à la perturbation des circulations d'eau lors de l'exploitation, des remontées de gaz de mine provoquant des asphyxies ou des explosions et la pollution des eaux et des sols en fonction des matériaux exploités.

1.2. Les conséquences sur les biens et les personnes

Les mouvements de terrains rapides et discontinue d'origine minier, par leur caractère soudain, augmentent la vulnérabilité des personnes. Ces mouvements de terrain ont des conséquences sur les infrastructures (bâtiments voies de communication, réseaux, etc.), allant de la dégradation à la ruine totale.

2. Situation de la commune

Dans l'Aveyron, plusieurs concessions minières de charbons ont été exploitées par les charbonnages de France dans le Bassin de Decazeville–Aubin principalement. Cependant, l'aléa minier s'étend sur d'autres communes de l'Aveyron du fait de nombreuses anciennes mines (plomb, cuivre, argent, zinc, etc.). Ces dernières ne sont pas intégrées au Plan de Prévention des Risques Minier (PPRM), mais le risque de mouvements de terrains relatifs aux anciennes exploitations minières n'y est pas nul.

La commune d'Auzits est soumise au risque minier de par la présence d'anciennes mines de charbon sur son territoire.

Un Plan de Prévention des Risques Minier (PPRM) est établi sur la commune depuis 2017.

3. Les actions de prévention

3.1. Connaissance du risque

La prévention passe tout d'abord par la connaissance du risque et l'identification des anciennes zones minières. Ces dernières, qu'elles soient souterraines ou à ciel ouvert nécessite un suivi et une étude pour identifier au mieux les risques.

Afin de connaître la localisation des secteurs à risques potentiels, les anciennes cavités sont recherchées par analyse d'archives, enquête de terrain, étude géophysique, sondages, photo-interprétations, etc.

Cette surveillance permet de repérer les signes précurseurs d'accélération des désordres en surface.

3.2. Prise en compte dans l'aménagement

En s'appuyant sur les études réalisées, il est possible, à travers les documents d'urbanisme, d'interdire ou de réglementer des projets d'aménagement et de construction dans les secteurs à risque.

Le document principal est le Plan de Prévention des Risques Minier (PPRM).

3.3. Les mesures de protection et de sauvegarde

L'exploitant est tenu de faire cesser les nuisances engendrées par son activité et d'effectuer des travaux de mise en sécurité du site. Si des risques importants susceptible de porter atteinte à la sécurité des personnes et des biens subsistent après l'arrêt des travaux, l'exploitant doit prévoir des mesures de surveillance et de prévention qu'il estime nécessaire.

4. Les consignes de sécurité

AVANT

- s'informer en mairie des risques encourus
- alerter les autorités lors de signes inquiétant d'instabilité
- clôturer les terrains effondrés ou les accès et signaler le danger

PENDANT

- S'éloigner du point d'effondrement et ne pas revenir sur ses pas.
- Ne pas entrer dans un bâtiment endommagé

APRÈS

- évaluer les dégâts
- empêcher l'accès au public dans un périmètre deux fois plus grand que la zone d'effondrement
- informer les autorités
- se mettre à disposition des secours